



APPEL A LA CONCURRENCE

Objet

Marché N° FSE 12-2016/ CSF-GUA

Contrôle de Service Fait –

**AU TITRE DU PROGRAMME
OPERATIONNEL FEDER-FSE 2014-
2020
DE LA GUADELOUPE ET DE SAINT
MARTIN**

**Volet Guadeloupe du FONDS SOCIAL
EUROPEEN et l'INITIATIVE POUR
L'EMPLOI DES JEUNES (IEJ)**

**Pour la période du 01 décembre 2016 au
31 octobre 2019**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES : CCTP**

Date limite de réception des offres :

Vendredi 18 novembre 2016 à 12h00 (heure locale
du pouvoir adjudicateur)

Pouvoir adjudicateur :

DIECCTE
Service FSE
Route des Archives
Bisdary
97113 Gourbeyre

SOMMAIRE

1- OBJET DU MARCHE

1.1 Cadre réglementaire concernant les contrôles de service fait

1.2 Exposé des motifs

2- PROCEDURE D'OCTROI ET DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION FSE

3. METHODOLOGIE DES CONTROLES DE SERVICE FAIT

4. MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION

4.1 Dossier de contrôle

4.2 Procédure du contrôle de service fait, relance et de collecte d'information

4.3 Remise de la prestation

4.4 Conformité de la prestation

4.5 Délais de traitement

4.6 Relation avec le pouvoir adjudicateur

5- CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

6- MODALITE DE REMISE DES OFFRES

ANNEXES

1- OBJET DU MARCHE

1.1 Cadre réglementaire concernant les contrôles de service fait

Comme le dispose le règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions générales sur les fonds européens de développement régional, le fonds social européen le fonds de cohésion, le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil, l'autorité de gestion est chargée de la gestion et de la mise en œuvre du programme opérationnel (PO).

Le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil vient préciser les modalités de mise en œuvre relatif au Fonds social européen.

Différents décrets et arrêtés sont par ailleurs venus fixer les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020 :

- Décret n°2016-279 du 8 mars 2016
- Arrêté du 8 mars 2016

Enfin des instructions et note de la DGEFP permettent également de préciser les modalités et la méthodologie de contrôles de service fait :

- Instruction DGEFP n° 2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait (CSF) des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes du Fonds social européen (FSE)
- Note DGEFP du 12 mars 2013 relatif à l'additif à l'instruction n°2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes FSE

De plus certaines instructions ou note DGEFP s'appliquent spécifiquement à certains projets (marché compétence clés, NACRE, ...) ou organismes (Pole Emploi, OPCA ...) [ci-dessous en annexe].

1.2 Exposé des motifs

Le volet FSE Guadeloupe du PO FEDER- FSE de l'Etat est doté de 150 M€ de fonds européens, auxquels s'ajoutent 17,6 M€ pour l'IEJ, pour la période 2014-2020.

L'objectif du contrôle de service fait consiste en un examen de la correcte exécution de l'opération sélectionnée, telle que décrite dans l'annexe technique et financière de la convention relative à l'octroi d'une subvention FSE. Il prend la forme d'une comparaison systématique entre les éléments conventionnés (description qualitative et quantitative de l'action, le plan de financement prévu, indicateurs et suivi des participants, les modalités d'exécution...) et les informations données figurant dans le bilan d'exécution fourni par le bénéficiaire.

Il permet ensuite de déterminer la participation communautaire due, après examen de l'éligibilité et de l'effectivité des dépenses déclarées, ainsi que du respect du plan de financement par le bénéficiaire du FSE.

Ce contrôle doit se faire conformément à la réglementation communautaire et nationale en vigueur et à l'aide des modèles standardisés, établis au niveau national, via notamment « ma démarche FSE ».

2- PROCEDURE D'OCTROI ET DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION FSE

Les subventions FSE sont attribuées par convention à des porteurs de projets pour la réalisation d'action contribuant aux objectifs du PO FSE.

Ces actions sont conventionnées d'un point de vue quantitatif et qualitatif, et comportent une description de l'opération ainsi qu'un plan de financement détaillé.

Une fois l'opération réalisée, le porteur de projet produit un bilan d'exécution quantitatif et qualitatif de l'opération, avec les justificatifs comptables et non comptables de réalisation, ainsi que des renseignements relatifs aux participants.

Un contrôle de service fait est opéré pour valider les dépenses déclarées et déterminer le montant communautaire dû conformément à la réglementation communautaire et nationale.

La phase de contrôle revêt deux modes opératoires distincts selon le régime d'allocation des crédits du FSE utilisé (sous forme de subventions à des opérations ou dans le cadre d'une opération visant à l'achat de prestations relevant d'une procédure de marché public).

L'ajustement du plan de financement, du montant FSE dû doit être déterminé par différence entre le coût total éligible justifié et le total des contreparties apportées au projet, dans la limite du montant et du taux communautaire contractualisés.

Ce contrôle de service fait opéré par le prestataire est ensuite validé par l'autorité de gestion (le Préfet de région et par délégation le directeur des Entreprises, de la Concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi) ou par le département en tant qu'organisme intermédiaire, qui peut ainsi l'amender en tout ou partie, voire demander au prestataire une reprise du contrôle de service fait, en cas d'insuffisance de celui-ci au regard des obligations communautaires et nationales.

Un contrôle qualité certification est ensuite opéré par l'autorité de certification des dépenses (le directeur régional des finances publiques,-) afin de valider le paiement du montant communautaire. Il peut également conclure à une reprise du contrôle de service fait.

3. METHODOLOGIE DES CONTROLES DE SERVICE FAIT

La méthodologie des contrôles de service fait concernant le PO 2014-2020 s'appuie sur les réglementations communautaires nationales, ainsi que sur les instructions et recommandations nationales mentionnées ci-dessus.

Ces dernières étant susceptibles d'être actualisées au cours de l'exécution de la prestation.

4. MODALITE D'EXECUTION DE LA PRESTATION

Le pouvoir adjudicateur adresse au prestataire la liste des dossiers à contrôler via le site <https://ma-demarche-fse.fr>. Pour la programmation 2014-2020 toute la procédure est dématérialisée, ainsi le prestataire aura un compte d'accès sur <https://ma-demarche-fse.fr> afin d'accéder aux dossiers.

La liste des dossiers comportera le numéro de convention FSE, le nom du porteur de projet, et l'intitulé de l'action.

4.1 Dossier de contrôle

Il s'agira ensuite pour le prestataire de recueillir auprès de la DIECCTE , le dossier de contrôle comportant pour chaque opération :

- la demande de subvention individuelle
- l'attestation de dépôt
- l'attestation de recevabilité
- le rapport d'instruction de la demande de subvention individuelle
- le rapport de visite sur place, le cas échéant
- le bilan d'exécution intermédiaire, le cas échéant
- le bilan final
- l'ensemble des pièces justificatives de la réalisation physique (émargement des stagiaires, ...) et financière (bulletins de paies, factures, preuve de décaissement,...) de l'opération.

Cet ensemble de pièces est disponible par voie dématérialisée via le site : <https://ma-demarche-fse.fr>

4.2 Procédure du contrôle de service fait, relance et collecte d'informations

Pour chacun des dossiers de contrôle, le prestataire devra vérifier que ce dossier contient tous les éléments et pièces permettant le contrôle de service fait et au besoin solliciter les éléments manquants.

Lorsque le titulaire du marché s'adressera aux porteurs de projets, il rappellera qu'il est mandaté par la DIECCTE dans le cadre d'une prestation au titre de l'assistance technique du PO FSE, pour effectuer une mission de contrôle de service fait.

Le titulaire du marché s'adressera directement aux porteurs de projet pour toute demande de pièces et/ou informations complémentaires nécessaires à la justification de la réalisation physique et/ou financière de l'opération.

En l'absence de réponse du porteur de projet dans un délai de 7 jours, le prestataire est tenu d'effectuer au moins une relance et en avise la DIECCTE. Dans le cas où les pièces attendues ne sont pas fournies après une deuxième relance et dans un délai d'une semaine, le dossier est traité sur la base des seuls éléments disponibles. Le porteur en est avisé au moment de la deuxième relance.

Le prestataire pourra en cas de besoin, décider de se rendre dans la structure du bénéficiaire pour mener à bien son contrôle.

4.3 Remise de la prestation

A l'issue du contrôle de service fait, le prestataire doit élaborer :

- un rapport de contrôle de service fait via « Ma démarche FSE »
- Une note explicative permettant de retracer le déroulement du contrôle et de justifier les dépenses retenues ou rejetées et de l'éligibilité de l'action au regard de sa réalisation physique et financière.
- l'ensemble des justificatifs de réalisations physiques et financières ayant été utiles au contrôle, classé dans des sous chemises.

Ce rapport et cette note, datés et signés doivent être rattachés au dossier concerné dans « ma démarche FSE ».

L'ensemble de ces pièces doivent être suffisamment clairs pour permettre à l'autorité de gestion de valider les contrôles de service fait du prestataire en disposant de l'ensemble des éléments nécessaires à leur compréhension.

4.4 Conformité de la prestation

Le prestataire réalise le contrôle de service fait en application de la réglementation communautaire et nationale en vigueur.

Les conclusions de son rapport et de sa note doivent être justifiés en droit et indiquer, en listant avec précision pour chaque dépense ou ressources les motifs de rejets.

La conformité de la prestation est analysée au regard du respect de la réglementation communautaire et nationale.

A défaut de conformité de la prestation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au prestataire de reprendre tout ou partie de son contrôle, sans frais supplémentaire.

4.5 Délais de traitement

Suite à la transmission des dossiers de contrôle, le prestataire devra définir les délais de traitement en fonction des dossiers :

- dossier complet
- dossier incomplet nécessitant des demandes de pièces complémentaires
- reprise de contrôle de service fait

A titre indicatif, le nombre de rapports de contrôle de service fait à livrer dans un délai maximum de 30 jours calendaires de 3 à 5 dossiers, à compter de la date du bon de commande.

En tout état de cause, les délais de traitement ne pourront être supérieurs à 1 mois par dossier.

De plus le prestataire devra régulièrement informer la DIECCTE ou le département des dossiers de contrôle qu'il a en sa possession et de leur niveau d'avancement.

4.6 Relation avec le pouvoir adjudicateur

Des réunions de travail pourront avoir lieu à l'initiative de la DIECCTE ou sur demande du prestataire.

5- CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le prestataire chargé des contrôles de service fait est désigné in fine par M. le DIECCTE , après avis de la commission d'appel d'offre, dans le cadre d'une procédure de marché de services, avec une procédure de mise en concurrence simple.

Le choix du prestataire se fera sur la base des critères suivants :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération.

Les critères de choix du prestataire seront, dans l'ordre, les suivants : Sur une note maximale de 100 points.

- la valeur technique de l'offre et notamment la méthodologie de travail pour mener à bien la prestation (25 points soit 25%)
- le cout global de l'offre (20 points soit 20%)
- les compétences du candidat, notamment la connaissance, son expérience et ses références des fonds européens et de la réglementation communautaire et nationale relatives au FSE (30 points soit 30%)
- l'effectif proposé pour la réalisation de la prestation (15 points soit 15%)
- le planning de réalisation des CSF (10 points soit 10%)

6- MODALITE DE REMISE DES OFFRES

Chaque candidat devra établir une note de présentation synthétique de son offre en termes clairs

L'offre est à déposer à :

DIECCTE
Service FSE
Route des archives
Bisdary
97113 Gourbeyre

Elle sera remise en deux exemplaires : un exemplaire papier et un exemplaire sous format numérique (CD-ROM ou clef USB), dans une enveloppe fermée, portant la mention suivante :

« Offre pour le marché N° FSE 12.2016/CSF-GUA relatif au Contrôle de Service Fait – FSE
au titre du Programme Opérationnel de la Guadeloupe et de Saint-Martin
2014-2020

Et de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (volet géré par la DIECCTE de Guadeloupe)

NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS »

DIECCTE
Service FSE
Route des archives
Bisdary
97113 Gourbeyre »

La date limite de dépôt des offres est fixée au vendredi 18 novembre 2016, à 12h00 (heure locale du pouvoir adjudicateur).

Le délai minimum de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

ANNEXES

1. textes communautaires et nationaux disponible sur internet

- Règlement (UE) 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions générales sur les fonds européens de développement régional, le fonds social européen le fonds de cohésion, le fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n°1083/2006 du Conseil
- Le règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement Européen et du Conseil du 17 décembre 2013 et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil
- Le décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020
- Arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- Instruction DGEFP n° 2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait (CSF) des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes du Fonds social européen (FSE)
- Note DGEFP du 12 mars 2013 relatif à l'additif à l'instruction n°2012-11 du 29 juin 2012 relative aux modalités de contrôle de service fait des dépenses déclarées au titre d'opérations subventionnées dans le cadre des programmes FSE
- Instruction DGEFP n° 2013-06 du 22 avril 2013 portant actualisation de l'instruction n° 2011-04 du 31 janvier 2011 relative au financement des activités de Pôle emploi au titre des programmes FSE
- - Instruction DGEFP n° 2009-34 du 27 juillet 2009 portant sur les contrôles de service fait des marchés publics
- Instruction DGEFP n° 16 du 19 septembre 2012 relative aux modalités de cofinancement par le Fonds social européen (FSE) des marchés publics passés par l'Etat au titre du dispositif « Compétences clés ».
- Note DGEFP n° 392 du 3 août 2012 relative aux modalités de financement des opérations portées par Pôle Emploi cofinancées par le Fonds social européen au titre de la période 2007-2013.
- Instruction DGEFP n° 2011-04 du 31 janvier 2011 relative au plan de reprise du contrôle de service fait et au financement des opérations de Pôle emploi cofinancées par le Fonds social européen au titre de la période 2007-2013.

2. modèle nationaux

Manuel utilisateur "Rapport de CSF" disponible sur « ma démarche FSE »

Différents manuels ou guides disponibles sur « ma démarche FSE »

Guide des procédures pour la gestion du PO FSE et du PON IEJ